Vieillesse, invalidité, décès

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1956.

Loi en vigueur: 1974.

Régime d'assurance sociale

(1 dollar des E.-U. = 141,14 francs)

Champ d'application

Travailleurs salariés.

Assurance volontaire pour les personnes non salariées.

Sources de financement

Assuré: 3% du salaire.

Assurance volontaire: 6% du revenu.

Employeur: 3% des salaires.

Gouvernement: Néant.

Conditions d'attribution

Pension de vieillesse: 55 ans (ou moins si vieillissement prématuré). 20 ans d'immatriculation et 60 mois de cotisations au cours des 10 dernières années (à titre transitoire, les travailleurs âgés bénéficient d'un crédit spécial pour les années antérieures à 1957). Cessation de toute activité rémunérée.

Pension d'invalidité: Perte des 2/3 de la capacité de gain. 5 ans d'immatriculation et 6 mois de cotisations au cours des 12 derniers mois. (Pas de stage si accident non professionnel.)

Pension de survivants: Le défunt remplissait les conditions d'ouverture du droit à une pension de vieillesse ou d'invalidité, était pensionné ou justifiait de 180 mois d'assurance à la date du décès.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Pension de vieillesse: 30% du salaire moyen pendant les 3 ou 5 dernières années (période la plus favorable), plus 1% par année d'assurance au-delà de 180 mois. Si période non couverte, prise en considération des 3 ou 5 dernières années civiles précédant la date de cessation d'activité salariée.

Pension minimum: 50% du salaire minimum légal (1 300 francs par mois).

Indemnité de vieillesse: Somme forfaitaire égale à 50% du salaire mensuel moyen multiplié par le nombre d'années de cotisations si âgé de 55 ans (ou moins si vieillissement prématuré) et n'ayant pas droit à pension.

Pensions ajustées selon les variations de l'indice du coût de la vie.

Prestations d'incapacité permanente pour les travailleurs assurés

Pension d'invalidité: 30% du salaire moyen pendant les 3 ou 5 dernières années (période la plus favorable), plus 1% par année d'assurance au-delà de 180 mois. (Années antérieures à 55 ans à la date de la demande prises en compte pour autant de périodes de 6 mois.) Si période non couverte, prise en considération des 3 ou 5 dernières années civiles précédant la date de cessation d'activité salariée.

Pension minimum: 50% du salaire minimum légal (1 300 francs par mois).

Supplément pour assistance constante: 40% de la pension.

Pensions ajustées selon les variations de l'indice du coût de la vie.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pension de veuve: 50% de la pension de l'assuré. Egalement payée au veuf.

Indemnité de survivants: Somme forfaitaire égale à 1 mois de pension pour chaque tranche de 6 mois d'assurance du défunt, si n'ayant pas droit à pension.

Pension d'orphelins: 25% de la pension de l'assuré pour chaque orphelin de moins de 18 ans (25 ans si étudiant, sans limite d'âge si invalide); 40% si orphelin de père et de mère.

Indemnité d'orphelin: Somme forfaitaire égale à 50% de l'indemnité de survivants, due à chaque orphelin. Maximum: Double de l'indemnité de survivants.

Pensions de parents: 25% de la pension de l'assuré, en l'absence de veuve, veuf ou enfants. Egalement payable aux parents adoptifs.

Maximum des pensions de survivants: 100% de la pension de l'assuré.

Pensions ajustées selon les variations de l'indice du coût de la vie.

Organisation administrative

Ministère du Travail et des Affaires sociales: Surveillance générale.

Caisse sociale: Gestion du régime; administrée par un conseil tripartite et un directeur.

Maladie et maternité

Dates de la législation de base et types de régimes

(Le Code du travail prévoit le paiement de 100% du salaire pour une durée maximum de 30 jours de repos médical. En cas de maternité: 100% du salaire pendant 2 mois.)

Accidents du travail et maladies professionnelles

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1949.

Loi en vigueur: 1974.

Régime d'assurance sociale

Champ d'application

Travailleurs salariés.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: 2% des salaires.

Gouvernement: Néant.

Conditions d'attribution

Prestations pour accidents du travail: Pas de période minimum de stage.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Prestations d'incapacité temporaire: 75% du salaire mensuel moyen du travailleur pendant les 3 mois précédant l'accident. Dues jusqu'à guérison ou constatation de l'incapacité permanente.

Prestations d'incapacité permanente et prestations médicales pour les travailleurs assurés

Pension d'incapacité permanente: 85% du salaire mensuel moyen du travailleur pendant les 3 mois précédant l'accident, si l'incapacité est totale.

Supplément pour assistance constante: 40% de la pension.

Incapacité partielle: Pourcentage de la pension totale proportionnel au degré d'incapacité, si 15% ou plus. Montant forfaitaire égal à 3 annuités de la pension, si l'incapacité est inférieure à 15%.

Prestations médicales: Soins médicaux et chirurgicaux, services de laboratoire, médicaments, hospitalisation, soins dentaires, transport et appareils de prothèse.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pension de veuve: 30% du salaire de l'assuré. Egalement payée au veuf.

Pension d'orphelins: 15% du salaire de l'assuré pour chaque orphelin de moins de 18 ans (25 ans si étudiant, pas de limite si invalide); 20% si orphelin de père et de mère.

Autres parents à charge: 10% du salaire de l'assuré pour chaque survivant ayant droit.

Maximum des pensions de survivants: 100% de la pension d'incapacité totale de l'assuré.

Allocation funéraire: Somme forfaitaire égale à 100 fois le salaire minimum légal.

Organisation administrative

Ministère du Travail et des Affaires sociales: Surveillance générale.

Caisse sociale: Gestion des cotisations et des prestations.